

# Armée à Marseille : Coup médiatique de Samia Ghali, déni et enfumage de Valls-Gaudin

Dans un précédent article, j'avais raconté comment la sénatrice PS Samia Ghali, par ailleurs maire des 15ème et 16ème arrondissement marseillais, avait appelé l'armée au secours contre le trafic de stupéfiants. Elle disait : *« je prône le recours à l'armée pour bloquer l'accès des quartiers aux clients des dealers. Comme en temps de guerre, avec des barrages. Et même si cela doit durer un an ou deux, il faut tenir. »*

<http://ripostelaique.com/samia-ghali-ps-veut-faire-intervenir-larmee-contre-les-dealers-mais-occulte-la-haine-de-la-france.html>

Cela a immédiatement créé un buzz politico-médiatique. Le ministre de l'Intérieur a dénoncé cet appel à l'armée, se sont joints à lui le ministre de la défense, le maire de Marseille et même le président de la République. Ce qui a permis à Samia Ghali, parfaite inconnue jusqu'à présent (sauf à Marseille) de connaître son heure de gloire et malgré l'adversité de gauche comme de droite, elle multiplie les interviews où elle confirme sa prise de position.

Un bon résumé des réactions se trouve dans cet article du Figaro :

<http://www.lefigaro.fr/politique/2012/08/30/01002-20120830ARTEFIG00510-valls-s-oppose-a-l-intervention-de-l-armee-a-marseille.php>

Il est cependant intéressant de noter ce que disent nos édiles

pour justifier leur hallali contre Samia Ghali.

Manuel Valls, ministre de l'Intérieur : « *Il n'y a pas d'ennemi intérieur.* »

Jean-Claude Gaudin, maire de Marseille qui trouve les propos de Samia Ghali « *irresponsables* » : Marseille « *a besoin de renforts de police, pas d'un appel à la guerre civile* ».

« *Ennemi intérieur* », « *guerre civile* »... Les mots sont prononcés même si c'est pour les conjurer comme pour éloigner une réalité que nos politiques veulent fuir depuis des années.

Or il y a bien un « *ennemi intérieur* » quand on s'attaque aux forces de police et à tout ce qui représente l'Etat (écoles, etc.) et Manuel Valls avait d'ailleurs lui-même dit que c'étaient des atteintes inadmissibles de s'attaquer ainsi à la Nation et à la République !

Or il y a bien une « *guerre civile* » larvée sous forme de guérillas urbaines sporadiques quasi quotidiennes contre les forces de l'ordre.

Mais on n'a pas le droit de le dire, on n'a pas le droit de « stigmatiser », de dénoncer le fait que nous soyons face à des événements exceptionnels et non à une délinquance « normale » donc contrôlable par des moyens normaux de police et de justice.

Nous nous dirigeons donc vers un grand chaos, alors que le gouvernement ne fait que jouer la montre. Le Premier ministre ne trouve rien de mieux à faire que de convoquer un « *comité interministériel* » le 6 septembre sur la situation à Marseille. Un enfumage de plus, alors que le Ministre de l'Intérieur était déjà venu il y a quelques semaines constater la situation locale et avait promis des mesures. Donc on remet le couvert vide, et encore : pour une fois, nous avons évité un « *comité Théodule* » !

Bref, du blabla et peu d'action. Nicolas Sarkozy en a fait dix fois plus sur Marseille... sans résultats non plus ! Des opérations « coup de poing » sur telle ou telle cité, qui se terminait par la saisie de trois fois rien et rarement des arrestations... et le trafic reprenait dès que la police partait ailleurs pour un autre « coup de poing ».

Mais Samia Ghali n'a pas plus raison pour autant en demandant l'intervention de l'armée. Cela ressemble à un coup médiatique dont elle ne mesure ni ne donne les moyens de la mise en œuvre. Quand on propose quelque chose, on évalue sa possibilité, on le chiffre, ou alors ce ne sont que paroles politiciennes.

J'avais déjà exprimé des doutes dans mon précédent article, et un ami ancien militaire parachutiste a réagi ainsi :

*« On n'a plus les moyens de bloquer les zones hostiles. Tu soustrais les effectifs de la gendarmerie et des sapeurs et marins pompiers et tu fais rentrer l'armée française état-major compris dans le stade de France à quelque chose près.*

*En plus faut pas oublier que sur la totalité des effectifs seules les unités combattantes sont formées au combat urbain. Ca fait un peu court pour assiéger les points d'entrées et de sorties sans oublier les réseaux souterrains de 751 ZUS et 50 ZSP.*

*Et puis qui prendrait la responsabilité d'ouvrir le feu sur une population civile même armée, à ce niveau il n'y aurait même plus d'Etat, il y en a déjà plus beaucoup. »*

Bref, nous sommes dans une impasse avec nos dirigeants actuels. Ajoutons que la crise économique et sociale va exacerber tout ça. Il n'y a plus d'argent pour acheter la paix sociale, pour embaucher des policiers (ou des militaires) et des magistrats en nombre suffisant, etc.

Le pire est donc à venir... si nous gardons le gouvernement UMPS

actuel. Car il y a une autre politique possible, celle de la fermeté absolue, de la tolérance zéro, et du droit donné à la police d'ouvrir le feu après sommations à la moindre menace. Il faut tout simplement que la peur change de camp, et ce n'est pas Samia Ghali ni ses contradicteurs qui y parviendront avec leurs belles paroles.

**Roger Heurtebise**